

# terre

Trimestriel  
Automne 2011

n° 134

Belgique- Belgje  
P.P  
Liège X  
9/90

Entreprendre autrement au Nord et au Sud

Ed. Resp.: Raphaël Ernst, Autre Terre asbl, 4<sup>e</sup> avenue 45, 4040 Herstal – Bureau de dépôt: NSC Liège X - P 501015

## L'économie sociale et solidaire fait sa rentrée...



L'économie solidaire,  
c'est demain !  
(P. 4)



Chronique de la  
gestion participative  
Idesi-Ayacucho (Pérou)  
(P. 29)

Coordination : Geneviève Godard

Secrétariat de rédaction :  
Anne-Sophie Reynders

Comité de rédaction :  
Cinzia Carta, Aurélie Duprés,  
Raphaël Ernst, David Gabriel,  
Geneviève Godard, Claudia Marongiu,  
Benoît Naveau, Anne-Sophie Reynders,  
Salvatore Vetro

Ont collaboré à ce numéro :  
Edwin Almeyda, Fabienne Beckers,  
Ilulia Buttu, Waldo Ccenhua,  
Romuald Compaoré, Yaneth Fernandez  
Collado, Michele Gandolfo,  
Éric Grandjean, Christian Legay,  
Sybille Mertens, Constant Piscart,  
Nicolas Sacré, Edouard Vanbrabant

Correction : Cédric De Lievre

Illustration de couverture :  
C1 : Commune d'Oupeye  
C4 : Constant Piscart

Graphisme : www.davidcauwe.be

Impression :  
Imprimerie Alpha Print (SNEL Graphics SA)  
Imprimé à 6.500 exemplaires sur  
papier 25% labellisé FSC  
et 75% recyclé

Toute reproduction, même partielle,  
des textes et illustrations parus dans  
le journal Terre est encouragée mais  
soumise à l'autorisation préalable de  
l'éditeur et/ou des ayants droit au  
copyright

Rédaction :  
rue de milmort, 690 – 4040 Herstal  
T : +32 (0)4 240 58 58  
F : +32 (0)4 240 58 79  
E : info@terre.be  
W : www.groupeterre.be

N° de compte :  
096-2241896-53



Cette publication est soutenue par :



### 3 ÉDITO

4  
L'économie solidaire,  
c'est demain !

6  
DOSSIER  
L'économie sociale et  
solidaire fait sa rentrée...  
Dans les universités  
Du Nord...

11  
et du Sud

12  
Dans les écoles du  
secondaire  
Plus qu'une finalité sociale,  
une mini-entreprise d'économie  
sociale et solidaire...



15  
Donner du sens aux  
collaborations... tout un art !

17  
Dans les écoles du primaire  
Enfants actifs... enfants  
acteurs... enfants en projet !

18  
FENÊTRE

22  
Témoignages  
Des classes de tous horizons  
entrent chez Terre asbl

27  
Zoom sur l'emploi et la  
formation continuée

- > Recherche d'emploi et informations
- > Soutien à la création d'entreprise, informations
- > Formation continuée

28  
Des prix et des concours  
> Appel à projet économie  
sociale du SPP Intégration  
sociale

- > Prix de l'économie sociale – Organisé par l'asbl Prix Roger Vanthournout
- > Concours Global Social Venture Competition
- > Concours ImpulCera

29  
CHRONIQUE DE LA GESTION  
PARTICIPATIVE  
IDESI



32  
TERRE LIBRE Nord  
Quel avenir pour la collecte des  
vêtements ?

34  
TERRE LIBRE Sud  
Les raisons de la crise  
sociopolitique au Burkina Faso

35  
BRÈVES

## Édito

# Formation et économie sociale : des chemins d'apprentissage réinventés pour de nouveaux enjeux de société

“ L'objectif de toute  
éducation devrait  
être de projeter  
chacun dans  
l'aventure d'une  
vie à découvrir,  
à orienter,  
à construire.

Albert Jacquard,  
Extrait de l'Abécédaire  
de l'ambiguïté de Z à A



L' éducation et plus spécifiquement la formation sont indispensables à la construction et au bon fonctionnement d'une société qui a du sens. Cette affirmation simpliste nous amène pourtant à deux questions aussi complexes que fondamentales : quelle société voulons-nous ? Et quel sens pourrait-on lui donner ? Puis, de façon mécanique, à une troisième : quelle formation envisager pour répondre à ces deux questions ?

La formation, qu'elle soit formelle (écoles primaires, secondaires, supérieures, universitaires) ou non formelle (tissu associatif, entreprises, quartier...) est, combinée au secteur de l'économie sociale, l'angle d'attaque que nous avons choisi pour mettre ces questions en débat. Notre volonté, à travers les articles qui vont suivre, est de montrer comment et en quoi les multiples chemins qui composent la formation peuvent conduire, via ceux qui les façonnent ou les empruntent, à la construction de nos sociétés et de leurs sens.

Les autoroutes bien balisées des universités ou des hautes écoles accueillent de nouveaux matériaux — plus éthiques, sociaux, responsables... — permettent de garder pied face à des réalités changeantes ou des aspirations nouvelles de leurs étudiants (voir pp 6-11).

De légers tracés entremêlés offrent à plusieurs acteurs de la formation (entreprises, associations, écoles) la possibilité de se croiser pour mobiliser

des jeunes dans la mise en œuvre de projets (économiques, artistiques, solidaires...) répondant à des enjeux de société (voir pp 12-16).

Enfin, des pistes déjà bien débroussaillées guident des enfants du Nord et du Sud dans des apprentissages partagés (faits de découvertes et d'échanges) dont ils sont les principaux acteurs (voir pp 17-24)...

Nous sommes bien face à des innovations multiples en termes de formation.

Espérons que ces chemins, auparavant plus escarpés, moins nombreux et plus dissimulés, continueront à se construire, à se ramifier. Mais surtout, gageons qu'ils pourront conduire une bonne partie des personnes qui les prendront, à redéfinir des projets de société qui font sens et à trouver leur façon d'y participer de manière épanouissante. |

David Gabriel

# L'économie solidaire, c'est demain !

Claude Alphandéry, président du Labo de l'ESS, Stéphane Hessel, ancien diplomate, Edgar Morin, sociologue et philosophe  
Publié dans *Le Monde* daté 15 juin 2011

Le week-end du 17 juin, l'ancienne Bourse de Paris a été investie par plus de 5.000 personnes, rassemblées pour participer aux États généraux de l'Économie sociale et solidaire. Deux jours avant l'événement, *Le Monde* publiait une stimulante invitation lancée par C. Alphandéry, S. Hessel et E. Morin. C'est cette invitation que nous reproduisons ci-dessous.



Quand le pire est déjà là, que perd-on à espérer le meilleur ? La première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle a indéniablement mal tourné : 11-Septembre, guerres en Irak et en Afghanistan, triomphe de George Bush, échec de la conférence climatique de Copenhague, montée des extrêmes en Europe, panne de la social-démocratie, crise financière.

Mais l'Histoire n'est pas linéaire et le pire peut être source de renouveau. «*Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve*» nous rappelle le poète Hölderlin. Et l'improbable devient alors possible. Ainsi, lorsque s'engagent quelques poignées de résistants face à l'oppression fasciste en 1940, leurs petits journaux, leurs idées et leur enthousiasme sont d'abord accueillis avec

scepticisme et indifférence. Ils réussirent pourtant par la suite à insuffler un puissant mouvement de Libération et à construire un programme (Conseil national de la Résistance) qui, soixante-dix ans plus tard, garde toute sa pertinence.

L'improbable nous vient des rives méditerranéennes, des pays arabes puis de l'Espagne, de la Grèce et depuis peu, de la France. Des hommes et des femmes, beaucoup de jeunes, face au désarroi présent et à la tristesse d'un avenir annoncé, s'indignent et se mobilisent pour un futur désirable. Leur objectif : redonner tout son sens à la démocratie, politique, économique et sociale. Nous les rejoignons dans ce combat. Notre ambition humaine ne peut en

effet se réduire à produire et consommer, à survivre dans un monde en

dérive, à se concurrencer les uns les autres. L'aspiration à bien vivre, épanoui, respecté et actif, est à la fois légitime et réalisable.

À l'heure d'une crise systémique sans précédent, le pseudo-réalisme est une imposture. Ce qui est fantaisiste, c'est de penser que nous pouvons continuer comme avant. Ce qui est vraiment réaliste, c'est de vouloir tout réinventer. Politique, économie, éducation, temps de vie, villes, agriculture : une multitude d'alternatives concrètes, réussies et répliquables constituent d'ores et déjà l'amorce d'une transformation profonde de la société.

## Plus d'équité

Parmi elles, celles de l'économie sociale et solidaire occupent une place particulière. Des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) aux coopératives de travail, des finances éthiques aux entreprises d'insertion, des crèches associatives aux entreprises de commerce équitable, elles changent



**Nous, citoyens libres, égaux et fraternels, pouvons et voulons reprendre la main sur l'économie !**

le monde au quotidien, en apportant des réponses efficaces aux besoins fondamentaux de tous.

Elles ouvrent des voies nouvelles en insufflant plus d'équité dans les filières locales et internationales, en supprimant les intermédiaires prédateurs. En favorisant l'essor d'une consommation plus responsable et d'une agriculture biologique et fermière. En permettant un partage plus juste des pouvoirs et des richesses dans l'entreprise.

Ainsi, s'inscrivant dans une économie plurielle, ces initiatives sociales et solidaires tendent à refouler progressivement la domination exclusive du profit et à juguler les formidables dérèglements produits par la spéculation financière.

Mais encore isolées, fragmentées, méconnues, ces dizaines de milliers d'initiatives pionnières d'une économie humaine, doivent désormais converger, pour changer d'échelle et régénérer un système en dégénérescence. «*Il y a un autre monde et il est*

dans celui-ci» disait Paul Éluard.

C'est l'objectif des États généraux de l'économie sociale et solidaire (ESS), vaste processus lancé il y a un an par l'ensemble des acteurs de ce secteur. Cette démarche collective a fait remonter des territoires des centaines de «Cahiers d'espérance» qui seront mis en débat lors d'un rassemblement festif et citoyen exceptionnel, du 17 au 19 juin au palais Brongniart.

Au cœur même du symbole des dérives de l'économie casino, cet événement, ouvert à tous, mettra à l'honneur cette autre économie. Il donnera à voir ses solutions et propositions, sa capacité d'innovation, sa vocation transformatrice qui doivent s'imposer au cœur du débat public, à l'aube d'une élection présidentielle 2012 incertaine et inédite.

Les lieux de mémoire sont souvent ceux de grands retournements : l'ancienne prison de la Bastille, forteresse du pouvoir absolu, est devenue

la place naturelle des rassemblements démocratiques. Sur l'actuelle place de la Concorde s'élevait

jadis la sinistre guillotine.

Le week-end du 17 juin, au cœur de Paris, l'ancienne Bourse, où les transactions de valeurs financières faisaient et défaisaient d'immenses fortunes, deviendra le haut lieu des valeurs de solidarité. Aux cris des acheteurs et vendeurs d'actions et d'obligations, se substitueront les échanges d'hommes et de femmes en quête d'un nouveau modèle de développement.

Nous invitons à nous y rejoindre, toutes celles et ceux qui veulent porter haut et fort ce message simple : nous, citoyens libres, égaux et fraternels, pouvons et voulons reprendre la main sur l'économie !

**i** États généraux de l'économie sociale et solidaire  
[www.pouruneautreconomie.fr](http://www.pouruneautreconomie.fr)

# L'économie sociale et solidaire fait sa rentrée...

## Dans les universités du Nord...

Management des entreprises sociales : la première filière de formation de Belgique ouvre ses portes à Liège...

Entretien avec Sybille Mertens, titulaire de la Chaire CERA « Social Entrepreneurship »

Première initiative du genre en Belgique, HEC-ULg<sup>1</sup> a lancé en septembre 2010 une filière de « management des entreprises sociales » au sein du master en gestion. Retour sur cette petite révolution dans le monde du management.

### Comment est née l'idée d'une filière de « management des entreprises sociales » ?

Depuis vingt ans, il existe au sein de l'ULg un centre de recherche sur l'économie sociale appelé « CES », Centre d'Économie Sociale. Depuis la fusion des HEC avec l'ULg, il est intégré aux HEC.

Après la fusion, les HEC ont dû reclarifier leur programme de formation afin de se distinguer de l'offre. C'est à ce moment qu'ils ont décidé de valoriser l'expertise du Centre de recherche en

économie sociale de l'ULg en créant une filière de formation dédiée à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). On est donc passé de cours à option sur l'économie sociale à un programme complet de formation.

La filière a été créée en septembre 2010 et s'inscrit dans le cadre du master en gestion. Au sein de celui-ci, les étudiants peuvent choisir entre six spécialisations dont celle en « management des entreprises sociales ». Ils arrivent donc sur le marché de



l'emploi avec le même diplôme que les autres mais, s'ils le veulent, ils peuvent valoriser le fait qu'ils ont étudié le management de l'économie sociale. Parmi les étudiants qui choisissent cette filière, tous ne vont pas se retrouver gestionnaires dans une entreprise d'ESS. Peut-être seront-ils responsables RSE (responsabilité sociale de l'entreprise) dans une entreprise classique ou travailleront-ils dans une banque en contact avec le secteur associatif. On



La direction est convaincue que le système économique actuel a de grosses limites. Il y a une prise de conscience de l'importance de changer les cadres théoriques et conceptuels.

voulait également que le diplôme reste ouvert pour éviter que des étudiants pensent « je ne vais pas faire ça car les possibilités d'emploi sont relativement peu étendues. »

### Après une année d'étude, quel a été l'accueil réservé à cette nouvelle filière ?

Au départ, on s'était fixé comme objectif d'atteindre une dizaine de personnes. Et on en a eu seize ! On est une petite option, mais pas la plus faible. Ce qui est intéressant aussi, c'est que les gens qui ont choisi notre option sont des étudiants qui ont de bons résultats. On l'a vérifié en délibération : sur les seize étudiants, il y en a quatre qui ont obtenu une grande distinction, qui sont dans les dix premiers de l'école, et six qui ont réussi avec une distinction. Il y avait un réel risque que les gens choisissent la filière « sociale » en se disant que ce serait plus facile or cela n'a pas été le cas.

### Quel a été le retour des étudiants après cette année d'étude ?

Le retour des étudiants est vraiment bon. Pour nous, il y a véritablement un enjeu à ce que ça marche. Donc on offre un encadrement qui est supérieur à ce que donnent les autres filières. On s'y implique beaucoup. Trois des six professeurs qui enseignent dans cette filière sont dans le

leur a proposé un séminaire résidentiel, des conférences, des visites... on a fait tout un tour des entreprises d'économie sociale de Liège. On les suit également très fort pour le choix du stage et du mémoire. Comme on croit fort au secteur et à ce qu'il va apporter, on a envie de donner aux étudiants une qualité de suivi. C'est courageux de leur part d'avoir fait ce choix-là donc on se dit que ça correspond à un projet personnel et que l'accompagnement doit être à la hauteur.

### Avez-vous été soutenus par la direction des HEC pour la création de cette filière ?

On sent depuis quelques années le boom « RSE » (Responsabilité Sociale des Entreprises). Les écoles de commerce commencent à s'y intéresser. Ainsi, on voit se développer des programmes *social entrepreneurship* dans d'autres grandes business schools comme à Oxford, à Harvard... Il y a un effet de mode. Pour nous, cela n'a donc pas été si difficile que ça de dire « ils le font partout ailleurs, nous on fait de la recherche

CES. La filière est donc très proche du centre de recherche et les enseignants communiquent énormément entre eux. Les étudiants ont été pris en main autrement que dans d'autres filières : on



sur le sujet mais on ne le ferait pas. Ça n'a pas de sens. »

De plus, la direction est convaincue que le système économique actuel a de grosses limites. Il y a une prise de conscience de l'importance de changer les cadres théoriques et conceptuels. Les outils qu'on utilise doivent changer.

### Quelles étaient les attentes des étudiants ?

Pour être franc, ils sont rentrés chez nous plutôt par la porte « responsabilité sociale des entreprises » ne sachant pas très bien où ils débarquaient, mais en tout cas séduits par l'idée de donner du sens à leur travail. Ils ne s'attendaient pas à une formation aussi centrée sur l'économie sociale : il y a eu un choc culturel pour eux ! Au début, lorsqu'on leur parlait des entreprises sociales, ils voyaient principalement le service subsidié. Il fallait casser cette image.

Le master a commencé en septembre, mais ils ont eu un tronc commun jusque janvier. Donc ils ont dû découvrir un tout autre monde économique en seulement trois mois ! Ils ont dit qu'ils n'avaient jamais autant appris que durant ces trois mois. Ça a bousculé complètement ce qu'ils avaient appris jusqu'ici. Cela n'a pas toujours été facile, ils ont été un moment sur la défensive. Début mars, on sentait bien qu'ils se demandaient où ils étaient.

On doit former des managers qui sont capables de penser que le système économique va évoluer.

Le déclic s'est fait lors d'un séminaire résidentiel où on a vraiment beaucoup investi dans la discussion personnelle avec eux, notamment autour de leur mémoire. On sent maintenant qu'ils vont défendre cette filière. Il y a un esprit de filière qui s'est créé. Ici finalement leur identité devient étroitement liée à ce qu'ils font et à leur cheminement personnel.

#### Cette filière répondait-elle à une attente de la part des entreprises d'ESS ?

Oui, je crois, car un séminaire a été organisé au mois de janvier 2010 afin de déterminer avec le secteur le contenu des cours. La principale demande du terrain était qu'il fallait des gens opérationnels. Le message que l'on a donc fait passer auprès des étudiants était qu'ils devaient être les meilleurs sur le plan opérationnel car il y a un enjeu à montrer que les gens qui choisissent une filière de sens n'oublient pas pour autant le côté opérationnel. Dans le social, le financement est plus compliqué, la GRH est plus dure. Tout est plus complexe, donc on doit être très bon pour le faire.

#### Pensez-vous que le monde bancaire est prêt à investir dans le milieu de l'ESS ?

Dans le cadre de mon cours, j'ai invité un directeur de CBC. Je voulais quelqu'un d'une banque « classique ». Il est venu faire une démonstration très convaincante aux étudiants à propos de l'importance pour une banque de revoir ses fondamentaux dès lors qu'elle travaille avec le secteur associatif, au-delà des clichés, au-delà du choc culturel, au-delà du fait que souvent les asbl sont de petite taille. Les ratios ne peuvent

**Le message que l'on a fait passer auprès des étudiants était qu'ils devaient être les meilleurs sur le plan opérationnel car il y a un enjeu à montrer que les gens qui choisissent une filière de sens n'oublient pas pour autant le côté opérationnel.**

pas être les mêmes entre une association et une entreprise classique : par exemple, comment s'assure-t-on de la capacité de remboursement quand il n'y a pas de capacité à générer du bénéfice ? Tout ça, pour les étudiants, c'est passionnant car ça touche à tous leurs fondamentaux : on leur a

expliqué l'application des ratios bancaires, mais ici on leur dit que les ratios ne marchent pas et qu'il faut trouver de nouveaux critères pour les associations. Du coup, ça leur permet de comprendre plus en profondeur les bases théoriques. C'est très riche en termes d'apprentissage. La personne de CBC a su toucher les étudiants parce qu'elle travaille dans une banque et, en même temps, elle est la démonstration qu'au sein des banques on a besoin de gens qui ont compris ce que sont l'ESS et le secteur associatif.

#### Le contexte économique est-il mûr pour accepter l'ESS ?

On n'a pas fini la remise en question du système économique, mais la voie pour les alternatives est moins forte que durant la crise. Je crois qu'on a pu percer dans l'école également parce qu'il y a eu cette crise économique. Ça nous a donné une légitimité pour dire « il faut essayer de penser à autre chose ». Au sein de la direction, on sent bien qu'on a été crédible parce qu'on leur a dit « on doit former des managers qui sont capables de penser que le système économique va évoluer ». On sera un peu en avance si on peut amener ça aux étudiants. Je continue à le croire.

#### La création de cette filière ESS au sein des HEC peut-elle être considérée comme une reconnaissance de l'ESS ?

Ca va même plus loin que ça. Je pense que souvent l'université est en retard. Donc si l'université décide de faire ça, c'est que le secteur est mûr depuis dix ans. Cela est plus particulièrement vrai à Liège où des grosses entreprises d'ESS existent. C'était plus facile de créer ça à Liège qu'ailleurs : il y a un terreau d'ESS à Liège, les gens se connaissent, les initiatives sont connues entre elles, ça devient la fierté liégeoise. Un autre élément important de reconnaissance et qui est moins connu, c'est qu'à côté de la création de cette filière, la moitié des sujets de doctorat de cette année concerne l'économie sociale ou la RSE (environ sept sujets sur quinze). Des gens décident donc d'orienter leur carrière de chercheur là-dessus. C'est un risque plus grand de s'orienter dans un doctorat sur l'ESS que de prendre un engagement dans une filière. Ça veut dire clairement que les jeunes chercheurs sentent qu'il faut réfléchir à ces modèles-là, que le temps est venu pour ça !

Propos recueillis par Benoît Naveau

1. Haute École Commerciale de l'Université de Liège



## ... en Roumanie Dans les universités

Iulia Buttu, consultante en communication au sein de Bernard Brunhes International, bureau de consultance en Affaires sociales, Emploi et Santé à Bucarest (Roumanie)

Le master en économie sociale de Liège a un jumeau en Roumanie. Inauguré la même année, la première édition de ce master s'est terminée en juin dernier. Iulia Buttu nous explique les origines et le contenu de ce nouveau master.

Le master est né dans le cadre d'un projet cofinancé par le Fonds Social Européen (FSE) Économie sociale – un modèle innovant pour la promotion d'une intégration active des personnes vulnérables. Ce projet a pour objectif de réfléchir à une stratégie de développement de l'économie sociale dans une perspective de création d'emploi et de lutte contre la pauvreté. ENSIE, le réseau européen pour les entreprises d'insertion, travaille sur ce projet depuis deux ans, en Roumanie, avec le ministère du Travail, de la Famille et de la Protection sociale (MLFSP) et différents partenaires<sup>1</sup>. Entre autres initiatives destinées à soutenir le secteur de l'économie sociale, le programme du master en Économie sociale a été créé. Aujourd'hui, il est enseigné dans les facultés des sciences humaines et sociales des quatre universités roumaines qui se partagent les cours communs. Un réseau interne pour le master en économie sociale a été créé entre ces quatre universités pour garantir la cohérence, le professionnalisme et la qualité de la formation.

**L'objectif est de former des spécialistes qualifiés dans le domaine de l'économie sociale, spécialement pour les personnes économiquement et socialement marginalisées.**

#### Quel est le contenu du master ?

L'objectif de ce master est de former des spécialistes qualifiés dans le domaine de l'économie sociale, capables dans le futur de créer ou d'être impliqués

dans le développement d'entreprises d'économie sociale et dans la création de nouveaux métiers sur le marché du travail, spécialement pour les personnes économiquement et socialement marginalisées. Étendu sur deux années académiques, le programme contient, entre autres sujets, l'information théorique et pratique dans le domaine de l'économie sociale en Roumanie et dans l'Union européenne, l'apprentissage des ressources humaines et du management financier, l'entrepreneuriat social, les politiques sociales d'insertion, le financement et la mise en œuvre de projets sociaux pour le développement communautaire, la responsabilité sociale et enfin des stages en entreprises d'économie sociale en Roumanie et dans d'autres pays européens.

Le contenu du master est basé sur des matériaux élaborés dans le cadre du projet FSE en Roumanie et par d'autres experts européens. Ce master représente aussi le premier programme européen en Roumanie qui utilise les forces professionnelles et scientifiques provenant autant du secteur public que des universités privées. Cette collaboration conduit

à un système durable de développement de projets d'économie sociale avec un impact potentiel important sur la réalité des Roumains pendant les périodes de crise et d'austérité.

#### Qui sont les étudiants ?

Les étudiants appartiennent à différents secteurs professionnels comme le travail social, l'économie, la sociologie, les sciences politiques, le droit, l'ingénierie, la médecine, etc. Il y a de jeunes diplômés universitaires, mais aussi des personnes plus âgées avec des expériences professionnelles dans les politiques sociales, des entrepreneurs sociaux d'ONG, ou encore des professionnels du monde socioéconomique des secteurs publics ou privés.

Les étudiants ont été sélectionnés sur base d'un entretien ciblé sur divers sujets : les motivations à travailler dans le secteur de l'économie sociale, à créer une entreprise sociale, association ou ONG qui comprendrait des activités d'intégration sociale, mais aussi l'expérience dans le secteur social et de l'emploi, la connaissance de langues étrangères et le grade du diplôme universitaire.

À la fin de ce premier master en économie sociale, 239 étudiants seront diplômés, dont 170 bénéficient de bourses d'études financées par le ministère du Travail, de la Famille et de la Protection sociale, à travers le projet FSE.

Propos recueillis par Salvatore Vetro, traduits de l'anglais par A-S Reynders

1. Bernard Brunhes International, l'Agence Nationale Roumaine pour l'Emploi, l'Association roumaine Integra, la Direction Générale pour l'Assistance Sociale et la Protection de l'enfance, Direction Communautaire pour l'Assistance Sociale Timisoara and Piatra Neamt Town Hall.

# Quand Erasmus fait découvrir l'économie sociale et solidaire

Entretien avec Michele Gandolfo, étudiant en économie à l'Université de Turin.

Michele est stagiaire Erasmus chez ENSIE asbl, le réseau européen des entreprises sociales d'insertion, dont le bureau opérationnel est hébergé dans les locaux de Terre à Herstal.



## Michele, dans quel contexte réalises-tu ton stage chez ENSIE ?

Je suis étudiant en première Master en économie à l'université de Turin, en Italie. Dans le cadre du programme européen Erasmus, il est possible de réaliser un stage de trois mois à l'étranger. Nous étions 25 étudiants à vouloir vivre cette expérience et l'université proposait cinq possibilités de stage. J'ai eu la chance d'être choisi, j'étais le cinquième de la liste. Entretemps, Patrizia Bussi, la coordinatrice d'ENSIE avait demandé à l'université un stagiaire pour le bureau de Herstal. J'avais le choix entre trois destinations : l'institut européen de design à Madrid, l'agence européenne pour le commerce avec le Japon située à Bruxelles et enfin ENSIE.

## Pourquoi avoir choisi le stage chez ENSIE ?

J'étais très surpris que mon université propose un stage d'économie dans un

réseau d'économie sociale. J'ai d'abord été voir sur Internet de quoi il s'agissait. La démarche qui consiste à lier la solidarité et le marché pour trouver une solution au problème de l'exclusion me semble tout à fait pertinente. Je n'ai pas hésité une seconde. J'ai toujours été intéressé par les voies alternatives de développement économique. Je suis membre d'une association qui promeut le concept de « décroissance ». Je pense qu'une économie exclusivement axée sur la croissance et la consommation effrénée va droit dans le mur. De plus, le fait qu'ENSIE soit hébergée dans les locaux de Terre, que j'ai également découvert par Internet, a titillé ma curiosité et mon envie de mieux connaître les métiers du recyclage et de la protection de l'environnement. Avec ce stage, j'ai la chance de comprendre tout cela de l'intérieur.

## Tu es là depuis un mois et demi. Qu'est-ce qui t'interpelle le plus ?

Tout d'abord, je découvre la diversité au sein des membres d'ENSIE : ses réseaux membres proviennent de quinze pays européens, la diversité est saisissante et très riche d'enseignements. Le thème de l'insertion est traité différemment selon que l'on se trouve en Allemagne, en Italie, en Suède, en France, en Belgique ou en Roumanie... Mais à chaque fois je suis étonné de voir la conviction et la force

des personnes qui y travaillent. Ensuite, ce qui m'étonne, c'est que malgré la difficulté d'être entendu et compris par le public, les médias ou les politiques, des institutions européennes sont très ouvertes à ce secteur innovant qui propose une économie différente, basée sur le bien-être de la personne. Les parlementaires, conseillers ou fonctionnaires que l'on y rencontre voient d'un bon œil l'esprit d'innovation qui règne dans les entreprises d'économie sociale. On y rencontre souvent des alliés. Cependant, la tendance néolibérale qui imprègne ces institutions va à contre-courant.

Je regrette de ne pas avoir connu cette réalité à travers mes cours à l'université. Je découvre toute une dynamique de solidarité qui existe en Italie, mon pays, grâce à un stage que je réalise en Belgique.

## As-tu déjà pensé au rapport que tu devras écrire au terme de ton stage ?

Oui, bien sûr, j'espère faire comprendre à mes professeurs qu'ils devraient systématiquement proposer aussi des stages dans des institutions d'économie sociale. Il y a là un pan entier de l'économie qui est totalement ignoré. Pourtant, en Europe, ce secteur pourvoit plus de dix millions d'emplois. Dans mon cas,

ce choix de stage est un pur hasard. Je souhaite vivement que d'autres étudiants puissent choisir d'étudier l'économie sous un éclairage aussi riche que celui de l'économie sociale. |

Propos recueillis par Salvatore Vetro

**J'espère faire comprendre à mes professeurs qu'ils devraient systématiquement proposer aussi des stages dans des institutions d'économie sociale.**

# ... et du Sud Dans les universités

## Une collaboration win-win entre des étudiants universitaires et des femmes à faibles revenus au Pérou

Yaneth Fernandez Collado, présidente de l'ONG CECYCAP (Centro de Estudios Cristianos y Capacitación Popular) à Arequipa au Pérou

CECYCAP est une ONG d'appui basée à Arequipa au Pérou où elle soutient l'Association de Femmes Écosolidaires. Ces groupes de femmes mènent une activité économique, la récolte des déchets recyclables. En partenariat avec l'ONG Autre Terre, l'appui à cette association porte sur trois aspects : la structuration des groupes, la formation des femmes à la collecte des déchets et à la sensibilisation de la population et le développement de l'activité actuellement complémentaire en une unique source de revenus pour les groupes de femmes.

À la mise en œuvre du projet, CECYCAP a senti le besoin de disposer d'alliés pour renforcer l'autonomisation des femmes et pour sensibiliser les familles des quartiers plus favorisés – où la collecte s'effectue – aux questions environnementales. CECYCAP a alors fait appel à de jeunes étudiants de l'Université Nationale de San Agustín d'Arequipa, dont certains enseignants ont été fondateurs ou sont devenus les relais de cette initiative. Au début, la dizaine de jeunes qui participaient étaient principalement des étudiants en sociologie et en ingénierie de matériaux. Aujourd'hui, 28 jeunes volontaires d'universités et de filières différentes sont inscrits dans le programme « bénévolat écosolidaire ». Avant de participer, les jeunes reçoivent une formation en matière environnementale afin de pouvoir transmettre un message de sensibilisation. Bien que l'université ne reconnaisse pas l'économie solidaire comme une nouvelle gestion du système économi-

que, elle considère que l'expérience renforce le curriculum des étudiants. C'est très motivant pour eux de sentir qu'ils sont réellement partie prenante de projets de développement à travers du bénévolat ou d'un stage avant d'être diplômés. L'articulation entre l'Association de Femmes Écosolidaires et l'université n'est pas encore formelle ; cependant, les femmes reconnaissent la force que les jeunes leur transmettent dans leurs activités de recyclage et la valeur de la participation de l'université dans l'éducation environnementale. L'intervention des étudiants a été décisive dans la mise en œuvre du projet : ils ont donné confiance aux femmes trieuses de déchets et ont aidé à transmettre aux familles un message clair sur les objectifs à atteindre. La motivation des jeunes démontre qu'une nouvelle manière de réaliser la gestion environnementale est possible à travers une participation citoyenne. Certains jeunes sont attirés par l'entrepreneuriat des femmes bénéficiant de

peu de revenus. D'autres considèrent que cette expérience fait partie de leur formation professionnelle et qu'elle leur permet de réaliser des recherches sur des sujets spécifiques correspondant à leur intérêt et qui pourront faire l'objet de futures recherches universitaires. Plusieurs volontaires intègrent leurs expériences et apprentissages dans leurs cours par exemple en élaborant des projets plus ponctuels à partir de leurs apprentissages. Une fois leurs études terminées, ils développent même des activités similaires dans d'autres institutions à travers leurs recherches. Ce processus génère un effet multiplicateur dans les facultés universitaires : d'autres étudiants s'impliquent et font en sorte que la participation de jeunes à la sensibilisation et à l'éducation environnementale de la citoyenneté devienne durable.

Traduit de l'espagnol par C. Piscart



# Dans les écoles du secondaire

## Plus qu'une finalité sociale, une mini-entreprise d'économie sociale et solidaire...

Entretien avec Nicolas Sacré, coordinateur des mini-entreprises des provinces de Liège et de Luxembourg

Le groupe Terre a débuté une collaboration avec l'ASBL Les Jeunes Entreprises en septembre 2010 pour devenir conseiller de mini-entreprises et y faire connaître les principes de l'économie sociale et solidaire. Un groupe a décidé de se lancer dans l'aventure : sept élèves de 6<sup>e</sup> année du collège Saint-Louis à Liège ont créé la mini To Dodoux. Ils ont imaginé la confection de doudous (peluches) pour enfants à partir de tissus de seconde main fournis en partie par Terre asbl.

### Présentez-nous Les Jeunes Entreprises.

L'ASBL Les Jeunes Entreprises (LJE) a été créée suite à la mise sur pied, dans la région de Liège, d'une première mini-entreprise vers la fin des années 70. La mission que se donne LJE est de sensibiliser les jeunes à l'esprit d'entreprendre en développant leurs capacités entrepreneuriales par le biais de programmes pédagogiques d'apprentissage par l'action. LJE a d'abord déployé ses efforts sur le programme Mini-Entreprise dont le but est de faire participer les élèves du 3<sup>e</sup> degré du secondaire à

tard, il est apparu à LJE que, pour que la démarche entrepreneuriale apparaisse la plus efficiente chez les jeunes, il était nécessaire de les toucher tout au long de leur parcours scolaire

**On entend de plus en plus parler de ce modèle entrepreneurial, il me paraît certain qu'il va connaître un essor. LJE doit davantage développer ce modèle au sein de ses programmes car elle ne peut plus passer à côté de cette réalité économique.**

la création, gestion puis clôture d'une entreprise de petite taille pendant une année scolaire. Près de 30 ans plus

et ce, dès leur plus jeune âge. De cette façon ont émergé deux nouveaux programmes : le projet *Notre Commune*, destiné aux enfants de 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> primaires et le *Young Enterprise Project (YEP)*, destiné aux étudiants et enseignants de l'enseignement supérieur. À partir d'aujourd'hui, la stratégie de LJE est de mettre en place un nouveau projet par degré d'enseignement et de proposer aux établissements scolaires

des événements « one shot » qui, de manière rapide, tangible et efficace, permettent aux jeunes d'acquérir

des aptitudes et compétences utiles dans leur vie sociale et professionnelle future.

Cette année, LJE compte environ 200 mini-entreprises à Bruxelles et en Wallonie, ce qui représente 2.000 participants. Dans le supérieur, près de 1.000 étudiants ont pris part au projet YEP. Enfin, en primaire, 6.000 enfants ont participé à Notre Commune.

### Quel est le fonctionnement d'une mini-entreprise ?

Il faut savoir que la mini-entreprise peut être créée sur base volontaire des jeunes, c'est-à-dire en activité extrascolaire (les réunions se déroulent sur un temps de midi ou une heure de fourche et ils sont épaulés par des conseillers externes à l'école) ou bien à l'initiative de l'enseignant, dans le cadre de l'un de ses cours : gestion, économie... Pour assurer les bases de la mini-entreprise, il y a des étapes à suivre :

1. La première étape vise la recherche d'un produit/service par brainstorming, d'un nom pour la mini-entreprise et l'élection d'un comité de direction (comptable, responsable technique, gestionnaire des ressources humaines...);
2. Suite à cela, pour souscrire un capital de départ, les élèves disposent de neuf actions à sept euros.



> Article du groupe Sud Presse relatant l'expérience de la mini-entreprise d'économie sociale To Dodoux

4. À eux de trouver des investisseurs parmi leur famille, amis, école et d'en acheter une eux-mêmes en signe de leur implication dans le projet ;
3. Lorsqu'au terme d'une étude de faisabilité réalisée par les jeunes, une idée de produit/service a émergé des autres, la réalisation, la fabrication peut commencer. Appel aux fournisseurs, idées et astuces pour dépenser le moins, analyse financière pour connaître le prix de vente du produit, sa marge bénéficiaire... tout doit se mettre rapidement en place, pour l'assemblée générale constitutive qui rassemble tous les actionnaires. Le projet leur est présenté par l'équipe et soumis au vote ;

4. De novembre à mars, les mini-entrepreneurs vendent leur produit/service. C'est là que le côté créatif et la prise d'initiatives peuvent se démarquer le plus : recherche de lieux de vente, application d'une stratégie commerciale, adaptation d'une nouvelle politique de prix... Pour les aider dans ces démarches, LJE offre des formations à la création et gestion d'entreprise, aux techniques de vente, à la gestion des conflits... et propose des lieux de vente rassembleurs (marchés de Noël, centres commerciaux) ;

**Une gestion participative et démocratique a été mise en œuvre dès la répartition des fonctions qui a été discutée et décidée en groupe, de commun accord.**

5. L'expérience se clôture à partir de la mi-mars : fin du mois, ils doivent avoir présenté les résultats et approuvé les comptes lors de l'AG de clôture ;
6. Un événement important pour les mini-entreprises – parce que boostant les jeunes à performer dans leurs tâches individuelles et d'équipe – est le concours de « La » Mini-Entreprise. Si elles veulent s'y présenter, les équipes doivent remettre un rapport de gestion, qui sera analysé en vue d'une présélection. Après quatre demi-finales wallonnes et bruxelloises, quatre mini-entreprises sont sélectionnées comme finalistes. L'équipe gagnante remporte une certaine somme d'argent ainsi qu'une place pour la finale du concours européen de « La » Mini-Entreprise. Cette année, la finale européenne s'est tenue à Oslo.

### Pourquoi avez-vous accepté la collaboration d'Autre Terre ?

Parce que les principes de l'économie sociale m'intéressent. Pour moi, les jeunes ont besoin de savoir qu'on peut créer une entreprise autrement que dans l'unique but de faire de l'argent, qu'on peut « faire de l'argent » autrement.

Au cours de mes études économiques je n'ai jamais entendu parler de l'ESS.

Entreprendre a toujours été assimilé au profit. Au début de notre collaboration, j'associais d'ailleurs - par méconnaissance - l'ESS uniquement aux ASBL.

On entend de plus en plus parler de ce modèle entrepreneurial, il me paraît certain qu'il va connaître un essor. LJE doit davantage développer ce modèle au sein de ses programmes car elle ne peut plus passer à côté de cette réalité économique.



### À votre avis, pourquoi n'y a-t-il eu qu'une mini intéressée de travailler sur base de ce modèle ?

En fait, au départ, quatre groupes se sont montrés intéressés par ce principe d'économie sociale. Mais au moment du lancement, trois d'entre elles ont choisi le modèle classique. À mon sens, d'une part, les élèves ont eu peur de ne pas trouver d'investisseurs et donc de vivre un échec ; d'autre part, raison d'habitude économique, les jeunes trouvent impressionnant d'annoncer les chiffres des bénéfices générés (et donc des dividendes) à leurs actionnaires. Le groupe To Dodoux, intéressé par la démarche, s'est lancé en toute confiance dans ce projet. Les jeunes ont réussi à obtenir des investissements car ils ont assuré

**Moi qui encadrais plusieurs mini-entreprises, j'ai constaté que To Dodoux était plus épanoui que la plupart des autres groupes. Il y régnait un esprit d'équipe fort.**

### Comment s'est déroulée l'organisation de To Dodoux pour répondre aux principes de l'ESS ?

Lors de la première réunion, j'ai présenté les principes de l'ESS à l'équipe et nous avons imaginé, ensemble, comment les appliquer. Une gestion participative et démocratique a été mise en œuvre dès la répartition des fonctions qui a été discutée et décidée en groupe, de commun accord. Toute autre prise de décision a fait l'objet d'une concertation : l'alignement des salaires sur celui du directeur, le versement d'une part des bénéfices à une association de défense des enfants défavorisés, la conversion de l'autre part des bénéfices en « chèques-repas », etc.

Leur réflexion les a encore menés plus loin : ils ont imaginé un doudou (peluche) pour enfants réalisé à partir de tissus provenant de Terre, ils ont utilisé des matières locales pour éviter la pollution provoquée par la fabrication de leur pro-

duit et la confection a été prise en charge par des « ouvriers » (leurs mamans et grands-mères) payés au prix juste.

### Avez-vous eu des retours des élèves sur leur vécu ?

N'ayant pas connu la mini-entreprise « classique », ils n'ont pas pu comparer les expériences. Par contre, moi qui encadrais plusieurs mini-entreprises, j'ai constaté que To Dodoux était plus épanoui que la plupart des autres groupes. Il y régnait un esprit d'équipe fort, ce que j'ai rarement rencontré.

Le groupe s'est notamment rendu compte du décalage de son expérience par rapport aux autres, lors des sélections pour le concours de « La » Mini-Entreprise. « Lors des présentations, les admi-

nistrateurs délégués des autres équipes distribuaient la parole aux membres en citant les fonctions de chacun, marquant la hiérarchie. À l'inverse, To Dodoux présentait son organigramme comme les branches d'un arbre sur lesquelles chacun était assis, expliquant que si l'une venait à casser, tout le projet serait remis en question. Chacun prenait la parole de manière détendue, se désignant par le prénom et non par la fonction. L'explication sur la répartition égalitaire des salaires a également interpellé l'assemblée. Un autre point de décalage se situait au niveau de la démarche entreprise : focalisées sur le profit engendré, beaucoup des mini-entreprises « classiques » ne s'étaient pas préoccupées de la provenance de leurs matières premières, cherchant toujours les moins chères. To Dodoux de son côté avait cherché à faire vivre des entreprises locales.

### Êtes-vous à la recherche de nouveaux conseillers en ESS ? Quel type de conseiller recherchez-vous ? Quel est son rôle ?

Bien sûr, nous en manquons cruel-

lement ! Nous recherchons des personnes émanant de domaines divers, pas spécifiquement des économistes, mais plutôt des travailleurs qui ont déjà une certaine expérience du monde de l'entreprise et qui, idéalement, ont déjà fait preuve de créativité dans leur domaine. Ils doivent aussi avoir envie de transmettre leurs connaissances aux jeunes. Je prendrais l'exemple d'un plombier qui a beaucoup apporté aux élèves en partageant ses connaissances, son expérience de terrain. Son regard, notamment sur la question financière, était différent de celui d'un entrepreneur issu d'études commerciales.

Le rôle d'un conseiller idéal est de guider les jeunes en matière de gestion bien sûr ou encore en ressources humaines, en techniques commerciales, en développement durable, ou encore de les ouvrir à une autre économie comme le commerce équitable, l'économie sociale, etc. Il suit les groupes, les motive et les accompagne dans la création de leur entreprise, lors des actions de ventes, des concours.

Deux à trois rencontres par mois suffisent et permettent à la mini-entreprise de garder le cap. Ajoutons à cela quelques échanges d'e-mails ou de coups de téléphone. Rappelons que cette activité est à titre bénévole.

### Voulez-vous ajouter quelque chose ?

Oui. Cette expérience avec le groupe Terre a eu un impact sur ma manière de considérer l'entrepreneuriat. À mon sens, aujourd'hui plus que jamais, le travail doit être avant tout un plaisir et non une recherche incessante de profit ; même si les bénéfices sont une nécessité pour que l'entreprise perdure, ils ne sont pas une fin en soi. |

Propos recueillis par Anne-Sophie Reynders



**ASBL Les Jeunes Entreprises**  
Rue Dr Elie Lambotte, 10  
1030 - Bruxelles  
Tél. : 02/245.13.80  
[www.lesjeunesentreprises.be](http://www.lesjeunesentreprises.be)

## Dans les écoles du secondaire

# Donner du sens aux collaborations... tout un art !

Claudia Marongiu, directrice du service Éducation-Communication du groupe Terre

Parmi les groupes que nous recevons chaque année dans le cadre des visites des installations du groupe Terre, nous recevons régulièrement des écoles secondaires des différents réseaux. Ces visites constituent un temps fort de rencontre et d'échange autour des actions menées par le groupe Terre au Nord et au Sud, mais elles sont surtout l'occasion de débattre avec les jeunes et leurs professeurs de la philosophie et des valeurs de l'entreprise qui animent leur mise en œuvre.

**C'**est ainsi que chaque année, ce sont quelque 50 groupes d'étudiants qui sont sensibilisés aux valeurs de l'économie sociale et solidaire, à la participation et la démocratie telles que pratiquées par le groupe Terre.

### Des outils et des méthodes d'animation cohérents avec les valeurs de l'entreprise

Notre équipe éducative est toujours en recherche d'outils et de méthodes d'animation qui soient cohérents avec notre discours : donner une information simple et accessible à tous, permettre au groupe de s'exprimer, débattre et prendre position. Enfin, donner la possibilité au groupe, s'il le souhaite, de s'impliquer dans un projet, soit proposé par l'ONG, soit initié par les étudiants.

C'est dans cette optique que nous avons créé le coffret pédagogique *Les cartes en mains*<sup>1</sup> dont l'objectif est double : d'abord transmettre aux jeunes l'envie « d'entreprendre autrement », ensuite encourager les

enseignants à devenir les relais de notre message par des journées de formation à l'utilisation du coffret.

### Des collaborations Win-Win

Avec les années, nous avons pu constater un véritable effet « boule de neige » dans certains établissements scolaires puisque des enseignants, en collaborant avec nous de manière régulière, sont devenus des relais, d'une part auprès de leurs élèves et d'autre part auprès de leurs collègues en leur recommandant notre travail. Dans tous les cas, les collaborations sont fructueuses et riches. Surtout quand elles permettent tant à l'asbl qu'aux enseignants et leurs élèves de s'enrichir de nouvelles compétences et/ou connaissances et de voir leurs objectifs respectifs rencontrés.

Ainsi, par exemple, une collaboration s'est initiée en 2009 avec l'Institut d'enseignement secondaire Saint-Luc de Liège suite à sa visite chez Terre. À l'époque, les professeurs responsables de la section graphisme souhaitaient faire vivre une expérience

professionnelle aux élèves et éveiller leur attention à la possibilité de mettre leurs compétences au service d'entreprises poursuivant une finalité autre que le simple profit, mais tout aussi exigeantes en termes de qualité de travail que des entreprises traditionnelles.

La rencontre de Terre a répondu à leurs attentes : les professeurs ont proposé aux étudiants de réaliser la carte de vœux de fin d'année de l'entreprise. De notre côté, ce fut l'occasion de valoriser les compétences et la créativité des étudiants mises à notre service : l'ensemble de nos contacts a pris connaissance du travail des élèves et l'auteur du projet choisi a été récompensé par un prix décerné par le groupe Terre lui permettant d'acquiescer du nouveau matériel pour de futurs travaux.

L'année suivante, les mêmes professeurs nous ont à nouveau rendu visite, avec de nouvelles classes. Notre équipe, en pleine élaboration de l'animation pédagogique *Les cartes en mains* leur a proposé de la tester.

À cette période, la forme du matériel utilisé pour cette animation était plus proche du « bricolage » que d'un coffret pédagogique digne de ce nom. Nous avons donc échangé avec les élèves sur les formes et le graphisme des supports de l'animation pour la rendre plus attractive et pratique dans sa mise en œuvre.

C'est ensuite dans une réelle concertation avec les professeurs que nous avons décidé de lancer le projet de création du coffret pédagogique avec deux classes de 5<sup>e</sup> secondaire. Notre ambition étant de proposer l'envie d'entreprendre autrement, cette collaboration était plus que cohérente pour atteindre notre objectif. Nous étions les « clients », ils étaient « les prestataires de service » : nous leur avons fourni un cahier des charges mentionnant l'importance de proposer nos valeurs et de les mettre en débat via cet outil.

Après une sélection difficile parmi des pré-projets tous plus créatifs et étonnants de professionnalisme les uns que les autres, notre choix s'est porté vers le projet de Sarah Darte. Le coffret « Les cartes en mains » sous sa forme actuelle a donc été rendu possible grâce à son talent et à la collaboration de ses professeurs que nous remercions encore.

### Des futurs projets en vue

Cette aventure n'est pas terminée, puisqu'un autre groupe d'étudiants de 6<sup>e</sup> année à Saint-Luc en option photographie réalisera prochainement un reportage au sein des ateliers du groupe Terre. L'aboutissement de ce projet sera une exposition qui se déroulera dans le cadre de la 8<sup>e</sup> édition de la Biennale internationale de la Photographie et des Arts visuels de Liège qui aura lieu du 10 mars au 6 mai 2012.



Nous espérons qu'à l'avenir de nombreuses collaborations de ce type pourront se concrétiser ! Notre équipe éducative reste à votre écoute pour toute idée ou proposition de collaboration. N'hésitez pas à nous contacter. |

**i** Service Éducation-Communication  
04/240.68.44  
education-communication@terre.be

Formation à l'utilisation du coffret  
« Les cartes en mains »  
voir p.35

1. Le coffret est composé d'un guide méthodologique, de cartes, de marqueurs et d'un DVD.

## Dans les écoles du primaire

### Enfants actifs... enfants acteurs... enfants en projet !

Edouard Vanbrabant, citoyen actif de la commune d'Oupeye, initiateur du projet solidarité avec Gourcy dans les écoles d'Oupeye

Comment coopérer avec le monde adulte quand on est un enfant d'une école fondamentale ? Comment participer à des « initiatives concrètes » proposées par des adultes en vue de venir en aide à une commune du Tiers-Monde ?



Partons de nos « richesses locales » ! Les enfants les côtoient jour après jour, sans même les remarquer, sans les connaître en tout cas. Il en est ainsi de la fruiticulture dans notre commune d'Oupeye. Chaque année, des milliers de fruits restent au pied des arbres et vont pourrir. Ces fruits ont reçu les coups de bec des oiseaux, sont fendillés

par la blessure des grêlons, sont trop petits ou trop gros. Bref, ce sont des « fruits de rebut » que nos exigences de consommateurs « gâtés » n'achèteront pas. Nous, les enfants, nous pourrions les ramasser et, avec la coopération des adultes, les transformer en sirop qui sera revendu pour venir en aide à nos amis de Gourcy, au Burkina Faso. Leur Maire est venu

nous rendre visite et nous a fait part des difficultés rencontrées dans la région de Gourcy : trop peu de bancs dans les classes, manque d'eau pour l'hygiène corporelle et pour permettre à la végétation de se développer... Ils sont en bordure du Sahel !

Pour leur venir en aide, nous allons « vivre » l'école, en quittant les murs de ses classes, en partant à la découverte de la vie qui nous entoure. Une école « hors des sentiers battus » ! L'administration communale et la commission Solidarité Oupeye encouragent le projet. Les directions d'école motivent les équipes enseignantes et nous voilà prêts à nous mettre en route.

La direction de l'école répond au projet de manière enthousiaste et nous autorise à sortir de la classe pour aller à la découverte des pépinières. Voilà un premier exercice d'écriture, de composition d'une lettre de demande. Il faut faire attention à l'orthographe car « Monsieur le Directeur » ou « Madame la Directrice » va lire notre lettre qui doit être impeccable. Nous téléphonons aux propriétaires des pépinières pour obtenir l'autorisation de ramasser les fruits de rebut laissés sur le sol par les cueilleurs. Il faut leur expliquer clairement notre projet de solidarité, prendre rendez-vous à l'entrée de la pépinière, écouter les recommandations pour ne pas abîmer les arbres, prévoir des sachets suffisamment solides pour contenir « les fruits » de notre ramassage...

# Fenêtre

« La connaissance  
n'est pas le  
pouvoir, mais elle  
est la liberté. »

Gilles Lamer  
(Extrait de *Bâtissez mon  
temple*)





« Monsieur, comme c'est grand ! » Et nous voilà partis dans des évaluations que nous mesurerons avec exactitude par la suite en nous servant des outils de mesures précis. Il ne sera plus question de confondre centimètre, mètre ou hectomètre quand on aura pris le temps de mesurer sur le terrain les vraies distances, les vraies longueurs. Sur une feuille de papier, on peut confondre décimètre et kilomètre. Toutefois lorsque l'on a marché deux kilomètres, on se trompe plus difficilement. Pour certains, voir des fruits suspendus aux branches des arbres est une petite révélation : « Tous les fruits ne sont donc pas emballés par quatre

dans un ravier plastique ? C'est la première fois que je cueille un fruit toujours accroché à son arbre et que je le mets directement en bouche. » Les palox disposés aux différentes entrées par les propriétaires attendent les poires ou les pommes que nous ramassons. Les commentaires vont bon train : « As-tu vu le lapin mort ? As-tu entendu le chant des oiseaux ? À ton avis, combien d'arbres sur une rangée ? Combien de kilos de fruits par arbre ? Combien de kilos de poires pour remplir un palox ?... » Toutes ces questions seront consignées et trouveront

réponse auprès des fruiticulteurs ou dans les manuels scolaires. Mais lorsqu'après deux heures de ramassage, un palox sera rempli de fruits, il sera difficile de confondre un demi-kilo et une demi-tonne : les muscles de mes jambes me rappelleront l'erreur que je risque de commettre. Nous savons maintenant qu'un palox contient une demi-tonne de fruits. Ces fruits seront acheminés vers une siroperie d'Aubel grâce à l'aimable collaboration de fruiticulteurs bénévoles. Ces fruits seront réduits en « Sirop d'Oupeye pour Gourcy ». Ils contiennent 76 %

**Des liens d'amitié se créent entre des enfants. Ils se manifestent par des échanges de courrier, de jeux, de photos, de dessins...**



d'eau... évaporée, 12 % de sirop et 12 % de pulpe. Nous irons voir cette siroperie : autre découverte, autre travail, autre collaboration ! Des centaines de pots de sirop reviendront via la camionnette d'Autre Terre. Certains fruiticulteurs vont gracieusement « améliorer » le produit de

notre récolte en offrant jusqu'à dix tonnes de fruits. L'intention était de susciter une collaboration entre les enfants d'Oupeye et ceux de Gourcy et voilà que s'amorce une coopération entre les enfants des écoles d'Oupeye et les fruiticulteurs. Sans cette « association » naturelle, rien

n'aurait été possible ! On commence par faire connaissance, se reconnaître, se saluer et... coopérer au service de tous ceux qui en ont le plus besoin. Achat de bancs scolaires, création de puits aux abords des écoles de Gourcy, obtention de certificats de naissance qui permettent l'entrée dans l'enseignement secondaire, fourniture de compléments alimentaires : ce sont les quatre critères vitaux indispensables auxquels nous consacrons le bénéfice de l'action « Sirop d'Oupeye pour Gourcy ». Mais la collaboration ne s'arrête pas là, des liens d'amitié se créent entre des enfants. Ils se manifestent par des échanges de courrier, de jeux, de photos, de dessins...

**C'est excellent pour la santé !**

Si vous voulez vous joindre à nous, suivez les enfants des écoles ou les mouvements de jeunesse et vous constaterez que c'est excellent :

- pour la santé de ceux qui vont ramasser des fruits : ils s'offrent gratuitement deux heures de saine éducation physique ;
- pour la santé de ceux qui vont manger ce sirop : c'est du jus de fruits naturel, sans sucre ajouté et sans conservateur ;
- pour la santé de ceux à qui la recette va profiter, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs, du Nord ou du Sud ;
- pour la santé tant physique que morale de tous ceux qui contribuent à la confection du sirop, à son transport, à sa mise en frigo...
- pour les liens d'amitié qui, par-delà les différences d'âge, de responsabilité, de couleurs de peau vont se créer et s'intensifier à travers le monde et, en tout cas, à travers Gourcy et Oupeye. |

Propos recueillis par Raphaël Ernst

# Témoignages

## Des classes de tous horizons entrent chez Terre asbl

### Expériences vécues en région liégeoise

Eric, professeur de religion catholique dans une école professionnelle et technique de la région liégeoise

Dans un monde secoué par de multiples crises (financière, écologique, sociale, économique, etc.) l'école se doit de former les élèves pour qu'ils puissent comprendre le système dans lequel nous vivons afin de les préparer à y exercer une citoyenneté responsable réelle. Dans ce cadre, une réflexion critique sur la mondialisation et plus particulièrement sur la dimension économique et politique du développement prend tout son sens. Ces thèmes sont d'ailleurs explicitement prévus dans le programme des cours philosophiques.

Dès 2004, Sabine (professeur d'art) et moi, avons lancé un J'M, (Jeune Magasin du Monde OXFAM) au sein de notre école. Ce laboratoire de citoyenneté active, responsable et critique permet à des élèves et des professeurs volontaires de réfléchir, en dehors des heures de cours, au fonctionnement du commerce mondial, à notre société de consommation et... aux choix de notre école. En partant du principe que tous les êtres humains ont la même valeur et devraient bénéficier des mêmes droits, nous cherchons, à travers des rencontres hebdomadaires, à décortiquer tous les mécanismes de la mondialisation qui produisent des injustices au Nord et au Sud afin de les combattre.

En 2007, les élèves et les professeurs du J'M ont décidé de compléter leur travail d'analyse de la mondialisation par l'organisation de voyages-rencontres dans le Sud afin de travailler un problème existant au Nord avec des partenaires du Sud. Grâce à un premier voyage au Brésil (Rio, Goiás) en

juillet 2009, nous avons réfléchi aux problèmes de l'agriculture au Nord (crise du lait) et au Sud (Mouvement des Sans Terre). Un second voyage en avril 2011 au Maroc (Tanger, Tétouan, Al Hoceima et Nador), nous a permis de travailler sur le thème des droits des femmes au Nord et au Sud et de découvrir la culture amazighe. Avec un troisième projet, actuellement en cours et organisé en collaboration avec les jeunes CSC, nous abordons le thème des combats syndicaux et des « intouchables » au Nord et au Sud. Un voyage en Inde est prévu au mois de novembre.

**Travailler la question de l'économie sociale est indispensable dans un parcours scolaire si l'enseignement doit faire plus que rendre les individus compatibles avec les règles sociales, mais permettre à tous les élèves d'accéder aux connaissances et compétences nécessaires à l'exercice de leur citoyenneté et de leur liberté.**

Les « boussoles » incontournables de nos projets sont : le décret des missions<sup>1</sup> de l'école, la règle d'or « Ne pas faire aux autres ce que je ne voudrais pas que l'on me fasse », les valeurs chrétiennes, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, le pacte international relatif aux droits civils et politiques (PCP), le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

Nos objectifs sont : comprendre le monde pour le changer, être coresponsables (élèves, professeurs) d'un projet commun, reprendre le pouvoir sur notre devenir, renforcer les capacités d'analyse de tous (élèves, professeurs) à travers des formations, imaginer d'autres possibles ensemble (Nord et Sud), expérimenter la démocratie dans le groupe (élèves et professeurs disposent d'une voix délibérative), apprendre à mieux se connaître et pouvoir s'appuyer sur les forces de chacun en respectant les limites de tous, coopérer à la mise en action de



règles plus justes pour tous, élargir notre horizon temporel (générations futures) et spatial (Sud et Nord), rencontrer des croyants, des autrement croyants et des non-croyants (projet pluraliste où sont défendues des valeurs humanistes), prendre en compte le bien-être de chacun, apprendre à vivre ensemble dans le respect des rythmes de chacun, remettre l'économie au service de tous, confronter des avis différents en dépassant l'émotionnel en analysant et en argumentant ses positions à partir de nos « boussoles ».

Depuis 2007, le groupe Terre est devenu un de nos partenaires privilégiés. À la lecture de la charte du groupe Terre – *Participer à la création d'un monde démocratique et solidaire où chaque être humain a le droit de vivre dans la dignité, de se réaliser dans le respect mutuel et celui des générations futures* – il est évident, que nous travaillons dans une même direction et que nous défendons les mêmes valeurs :

- 1. La responsabilité** : les élèves et les professeurs sont coresponsables d'un projet décidé démocratiquement.
- 2. Le dialogue** : les élèves et les professeurs disposent d'une voix délibérative, les décisions se prennent au consensus dans un climat de confiance où une position d'égal à égal rend la démocratie possible.
- 3. La solidarité** (qui n'a rien à voir avec de la « charité » mal comprise) locale et internationale : dans le Sud, élèves et professeurs, « mettent la main à la pâte » et au retour, ils financent un projet au Nord et un au Sud. Les projets sont sélectionnés sur base d'une grille : coopération et développement élaborée avec l'aide de Solidarité Socialiste. Le tout impliquant un réel respect et la connaissance de l'autre.

Lors de nos formations, il nous est impossible d'ignorer l'économie. Lorsque nous abordons les mécanismes et enjeux économiques et financiers, nous les lions à la question d'un réel développement durable pour tous. C'est dans ce cadre que les principes de l'économie sociale sont abordés. Les élèves sont déstabilisés, par rapport aux discours ambiants, quand ils comprennent les principes de Terre :

1. par l'activité économique, l'entreprise ne vise pas le profit maximum, mais bien la création :
  - a. d'un travail décent pour les membres du personnel dans une entreprise rentable où les personnes et le travail passent avant le capital dans la répartition des revenus ;
  - b. de services utiles à la collectivité dans une économie réelle.
2. les décisions sont prises démocratiquement par l'ensemble de l'équipe pour le bien et la pérennisation de l'entreprise et pour apporter un « plus » à la collectivité ;
3. des biens utiles sont recyclés ou fabriqués dans le respect du bien-être du personnel et de l'environnement ;
4. des projets sont soutenus dans le Sud via l'ONG. Le groupe refuse donc de jouer, dans le Monopoly de l'économie, la concurrence du Nord qui devrait écraser le Sud ;
5. les revenus des travailleurs sont répartis dans un rapport de 1 à 2,2 maximum. Nous avons réfléchi sur des rapports de 1 à 185 dans l'autre économie !

Travailler la question de l'économie sociale est indispensable dans un parcours scolaire si l'enseignement doit faire plus que rendre les individus compatibles avec les règles sociales, mais permettre à tous les élèves d'accéder aux connaissances et compétences nécessaires à l'exercice de leur citoyenneté et de leur liberté. Un individu n'est plein et entier que s'il peut exercer son esprit critique et son libre arbitre face au monde qui l'entoure. À l'école de fournir aux élèves les outils qui leur permettront de devenir des « consom'acteurs » car comme le disait Montaigne : « Il n'est rien de si beau et si légitime que de faire bien l'homme et dûment ». ■

Propos recueillis par Cinzia Carta

1. Cf. décret des missions de l'enseignement.

## Des classes de tous horizons entrent chez Terre asbl

### Une classe passerelle chez Terre

Fabienne Beckers, titulaire de la classe passerelle à l'école du Centre scolaire des Dames de Marie à Saint-Josse-ten-Noode

#### Qui sommes-nous ?

La classe passerelle est composée de quinze élèves « primo-arrivants ». Inscrits à l'école de niveau secondaire pour y apprendre les mœurs du pays afin de favoriser l'intégration, ils reçoivent seize heures de français par semaine dans le cadre d'un cours de français langue étrangère (FLE) et sont initiés aux valeurs notamment humani-

taires telles que la solidarité et le respect de l'environnement par les cours de base (éducation scientifique, artistique, éducation physique, religion).

**Terre représente à mes yeux une belle synthèse de ce que nous pouvons transmettre en termes de valeurs humanitaires.**

#### Que cherchons-nous ?

La visite chez Terre s'intègre bien dans l'organisation, à l'école, de plusieurs projets citoyens et solidaires. Ceux-ci trouvent leur origine dans le projet éducatif. Terre représente à mes yeux une belle synthèse de ce que nous pouvons transmettre en termes de valeurs humanitaires : l'école met en place le tri des déchets, un petit-déjeuner équitable

et la récolte de vêtements usagés réutilisables ; autant de moments d'éducation et de réflexion sur la solidarité, le respect de l'environnement et la justice en général. Ces initiatives sont largement expliquées aux élèves avant qu'ils ne soient invités à s'y engager pleinement par la mise en œuvre concrète : campagne de sensibilisation, création d'affiches au cours d'éducation artistique avec réalisation d'un mannequin, préparation du petit-déjeuner...

Venir chez Terre, c'est une démarche vers la région liégeoise : il faut prendre le train à la découverte d'une autre ville, mais c'est surtout être impressionné par le tri « industriel » des vêtements, par le travail de personnes issues de l'immigration, par la revente dans les boutiques de seconde main... Bref c'est une découverte extraordinaire dans le cadre d'une excursion franchement éducative et citoyenne. Les liens entre profs et élèves sont valorisés et surtout, c'est la création d'un projet établi de façon durable à l'école ! Notre prochaine visite est déjà programmée pour 2012. |

Propos recueillis par Cinzia Carta

## Du Nord au Sud : parcours de vie et expériences d'un coopérant

Constant Piscart, coopérant pour Autre Terre asbl au Pérou

Depuis que je suis enfant, je m'intéresse à l'économie et aux pays étrangers. Parmi les images de mon enfance, je me rappelle la sécheresse sahélienne, les récits des guerres d'Irak et d'Afghanistan, les images colorées des magazines de voyages « Geo ». À l'âge de onze ans, j'ai pu voyager en Afrique de l'Est avec ma famille où j'ai pris conscience pour la première fois que le reste du monde ne devait pas être à l'image de la Belgique ou de l'Europe. Je me suis rendu compte que nous sommes nés dans du coton alors que d'autres manquent des conditions rudimentaires comme la sécurité, l'alimentation ou un salaire régulier. J'ai également compris que ces pays dits pauvres, en développement, moins avancés... ont une richesse par leurs cultures, les rapports entre les personnes, les solutions imaginées ou encore leur désir de partager.

J'ai entrepris mes études secondaires en apprenant d'autres langues, tout en continuant mes voyages avec la famille ou les amis. En fin de cycle, nos professeurs d'économie et de français nous poussaient à considérer leurs leçons en dehors de la classe et ainsi à réfléchir aux débats de société. De là est né un questionnement personnel sur les liens entre notre société et l'économie, un questionnement qui s'est élargi au fil des années aux relations Nord/Sud et au développement. Le voyage – au bout de la rue ou vers un autre continent – est source d'apprentissage des autres et de soi-même parce qu'il peut pousser à la rencontre et nous aide à appréhender ce qui nous est étranger.

À la fin des années 1990, au début des années 2000, le capitalisme triomphant était à son apogée et je débutais mes études supérieures en commerce. Aux futurs banquiers, dirigeants d'entreprise ou indépendants que nous étions, nos professeurs apprenaient tous les outils de gestion (mathématiques, droit, comptabilité, langues, économie, finance) qui nous permettraient de contrôler notre environnement pro-



fessionnel. L'accent était mis sur les résultats et le quantitatif : à partir de problèmes rencontrés, il suffisait de réaliser une analyse et appliquer une méthode enseignée pour apporter sa solution. J'ai commencé à porter un regard nouveau sur les enjeux sociaux : pourquoi les règles théoriques (libre concurrence) ne portent-elles pas forcément les effets escomptés dans la pratique (monopole, etc.) ? Quelle est l'influence des mots dans le champ économique (ressources humaines, flexibilité, etc.) ? Pourquoi certains auteurs sont-ils privilégiés dans la formation ? Grâce à mon séjour Erasmus et un stage à l'ONU, dans le contexte marquant de l'éclatement de la bulle Internet et des attentats à New York, j'ai pris conscience de la dimension politique de la globalisation. Un premier cours sur les enjeux des relations Nord/Sud éveilla définitivement ma curiosité vis-à-vis de ce sujet, avant que je réalise mon mémoire sur la responsabilité sociale des entreprises dans le Sud



(en me penchant sur la multinationale *Unilever*). J'en ai retenu qu'une entreprise peut concevoir une politique intégrant pleinement les externalités, c'est-à-dire l'impact de ses activités sur son environnement (*Body Shop* militant pour la protection animale, le groupe indien *Tata* proposant des produits accessibles aux plus pauvres, etc.). *A contrario*, plusieurs grands groupes se limitent à quelques projets communautaires périphériques et de beaux discours, n'assumant pas leur responsabilité sociétale et préférant suivre l'adage « *business as usual* ».

Diplômé en 2003, j'ai suivi une formation en coopération au développement. J'ai travaillé dans deux ONG en Belgique, avant de devenir responsable de projets dans un mouvement de jeunesse à Bruxelles. En 2006, je suis parti à Barcelone pour y étudier l'espagnol puis j'ai travaillé comme assistant manager (grâce à un programme d'appui) à la centrale espagnole de commerce équitable, *Intermón Oxfam*. Tout s'est ensuite enchaîné rapidement puisqu'au retour en Belgique, *Oxfam Solidarité* m'a engagé comme responsable de projet dans les camps de réfugiés au Sahara Occidental pour coordonner et superviser la distribution de 1.400 tentes. En 2007, j'ai commencé

un second cycle d'études universitaires en Population et Développement qui m'a permis de réaliser un stage dans une coopérative caféière de commerce équitable (*La Cuna Chorti*) au Guatemala. J'ai ensuite mené mes recherches de mémoire avec *Autre Terre* asbl, en suivant le travail d'IDESI à Ayacucho et en rencontrant les producteurs des organisations. Ces études en sciences humaines m'ont permis de prendre tout le recul nécessaire et de disposer de différentes clés pour le travail dans la coopération au développement.

Les formations, conférences, rencontres, programmes d'appui, conseils académiques, lectures et le soutien familial ont joué un rôle crucial durant tout mon parcours. Grâce à un travail suivi au Pérou avec les partenaires (CECYCAP et IDESI) et l'ancien coopérant en place, nous avons finalement décidé avec *Autre Terre* que je serai coopérant au Pérou. Le rôle du coopérant est de construire des ponts pour soutenir des initiatives d'économie sociale qui permettent aux groupes de producteurs ruraux et de micro-entrepreneuses en recyclage d'atteindre ensemble leur autonomie.

## Zoom sur l'emploi et la formation continuée

Une fois le diplôme en poche, il n'est pas toujours facile de s'y retrouver dans le dédale des pistes professionnelles pour un jeune travailleur. Le domaine de l'économie sociale étant moins connu que celui des entreprises classiques, il est important de connaître les organismes d'aide à la création ou la recherche d'emploi, de formation continuée ou encore d'informations de ce tiers secteur. Nous vous en proposons un aperçu – la liste des réseaux, fédérations et autres organismes actifs dans l'économie sociale et solidaire étant longue.

### Soutien à la création d'entreprise, informations

**AGES asbl, agence-conseil en économie sociale**  
Accompagne dans la création et le développement d'entreprises d'économie sociale.  
**Infos :**  
**Tél. : 04/227.58.89**  
**Web : [www.ages.be](http://www.ages.be)**

**SAW-B asbl, Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises**  
**Fédération d'économie sociale pluraliste - agence-conseil**  
• Rassemble et défend les alternatives économiques présentes en Région wallonne et à Bruxelles ;  
• Soutient le développement d'une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement.

**Infos :**  
**Tél. : 071/53.28.30**  
**Web : [www.saw-b.be](http://www.saw-b.be)**

**Febecoop, Fédération belge de l'économie sociale et coopérative**  
Est agréée en tant qu'agence-conseil en économie sociale par la Région wallonne.

• Promeut et défend le modèle coopératif, aux niveaux régional, fédéral, européen et international ;  
• Accompagne des porteurs de projet dans la création d'entreprises d'économie sociale ou dans le développement d'entreprises existantes.

**Tél. : 04/330.65.01 (Seraing) - 02/500.53.02 (Bruxelles)**  
**Web : [www.febecoop.be](http://www.febecoop.be)**

### Formation continuée

**Idées asbl, Institut de Développement Européen de l'Économie Sociale**  
Agit dans la sphère de la formation et de la promotion de l'économie sociale.  
**Infos :**  
**Tél. : 087/33.74.88**  
**Web : [www.ideesasbl.org](http://www.ideesasbl.org)**

**Réseau Flora, Réseau fédéral d'associations pour la formation et la création d'emplois qui visent l'insertion socioprofessionnelle de femmes (et d'hommes) peu scolarisé(e)s et précarisé(e)s**  
Centre d'expertises, formation, job coaching, coaching d'insertion, soutien lors de l'organisation, l'introduction et l'évaluation de tout ce qui touche au genre comme aspect de diversité.

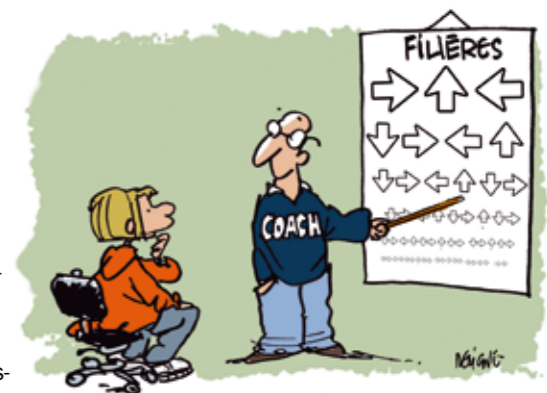
**Infos :**  
**Tél. : 02/204.06.40**  
**Web : [www.florainfo.be](http://www.florainfo.be)**

### Recherche d'emploi et informations

**Econosoc, le carrefour de l'économie sociale**

Site dédié à l'économie sociale et au secteur associatif belge francophone ; il relaie les publications diffusées par différents acteurs du secteur (fédérations, entreprises...) et par leurs partenaires (pouvoirs politiques, Forem et Orbem...) en matière d'emploi, de concours, d'appels à projets, etc.

**Web : [www.econosoc.be](http://www.econosoc.be)**



## Des prix et des concours

En Belgique, divers prix et concours sont organisés pour encourager la création de projets en économie sociale et solidaire, que ce soit pour des entreprises ou des étudiants. Lancez-vous !

### Appel à projet économie sociale du SPP Intégration sociale

Le Service Public Fédéral de Programmation Intégration sociale lance de manière régulière un appel à projet en économie sociale dans le but de promouvoir ce secteur et encourager de nouvelles initiatives. La création d'une activité innovante peut bénéficier d'une intervention fédérale de 50.000 € maximum. Un second appel à projet sera lancé au second semestre 2011. Les thématiques prioritaires pour cet appel seront l'énergie et le recyclage.

Infos : [www.mi-is.be](http://www.mi-is.be)

### Prix de l'économie sociale – Organisé par l'asbl Prix Roger Vanthournout

Ce concours annuel s'adresse aux personnes qui ont réalisé un travail de recherche sous la forme d'un ouvrage, d'un mémoire, d'une thèse ou de toute autre étude ayant trait au thème de l'économie sociale. Le prix est une bourse de 1.000 € et une publication numérique de son travail. Les candidatures sont à rendre pour le 30 septembre 2011.

Infos : [www.prixdeleconomiesociale.be](http://www.prixdeleconomiesociale.be)

### Concours Global Social Venture Competition

Cette compétition internationale est réservée à des projets d'entrepreneuriat social viables tant au niveau économique qu'au niveau de l'impact social. Les entreprises participantes peuvent ainsi rencontrer des investisseurs intéressés par ce type de projets et être coachés par des professionnels du secteur. Les lauréats remportent un prix compris entre 5.000 et 25.000 \$.

L'édition 2011 vient de se terminer. Ne manquez pas le prochain appel !

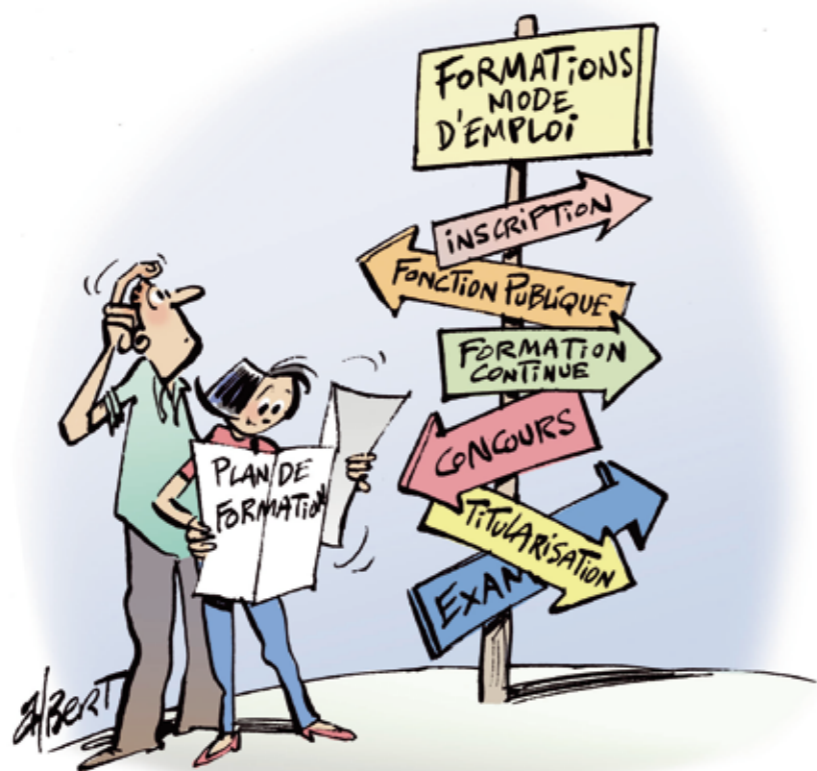
Infos : [gsvc.entrep-social.chair.essec.edu](mailto:gsvc.entrep-social.chair.essec.edu)

### Concours ImpulCera

ImpulCera vise la création d'une entreprise – société commerciale ou ASBL. Deux types de bourses sont octroyés : une bourse de 5.000 € pour aider les lauréats à valider la pertinence et la validité du projet retenu ; une bourse de 10.000 € complémentaire à la première pour soutenir la mise en activité de l'entreprise en création ou créée.

Appel aux candidatures est lancé deux fois par an. Les prochaines candidatures sont à rendre le 15 novembre.

Infos : [www.impulcera.be](http://www.impulcera.be)



## Chronique de la gestion participative

Une entreprise gérée de manière participative et démocratique par ses travailleurs, c'est possible ! Terre en est absolument convaincue : ce mode de gestion est le seul qui respecte réellement les travailleurs. Autogestion, gestion participative, sociocratie... les systèmes sont multiples et en évolution constante. Par ces chroniques de la gestion participative, découvrons chaque trimestre comment la participation se vit au sein d'une association ou d'une entreprise.

## IDESI, Institut de développement du secteur informel d'Ayacucho (Pérou)

### Que signifie pour vous la participation au sein d'une association ?

Pour participer à la vie de l'association et prendre part aux décisions, il faut d'abord avoir les connaissances techniques et l'expérience de terrain. Cela permet d'approfondir les connaissances agricoles des communautés et proposer des alternatives de travail.

Au niveau des producteurs, la participation existe aussi au sein des organisations ou des communautés. Par exemple, lors des réunions, ils conviennent d'établir des pépinières, de faire des corvées de nettoyage des canaux d'irrigation, certains se rassemblent pour la commercialisation, présentent les budgets participatifs des projets (au niveau municipal) et ainsi de suite. Les techniciens d>IDESI sont présents de manière régulière à ces réunions pour les soutenir dans la création d'une association formelle, les former sur différentes techniques d'irrigation, les initier à la culture de nouveaux produits ou l'amélioration des cultures existantes, etc. Les techniciens donnent un avis et transmettent leurs connaissances en agronomie en concordance avec la réalité des producteurs. Ces derniers sont toujours impliqués dans les décisions afin de ne pas imposer des façons de travailler mais plutôt de les approuver à la majorité.

### Comment la vivez-vous ?

Au sein d>IDESI, la participation des membres du personnel à la vie institutionnelle a beaucoup d'importance et pour ce faire, l'association leur fait confiance. Toutefois, actuellement la participation rencontre quelques limites en raison de l'organisation de l'association. La participation du personnel dans la prise de décision dépend du type de sujet abordé. Le personnel d>IDESI prend part aux décisions de type opérationnel, mais pas d'ordre organisationnel (à savoir la définition du budget, la gestion du personnel, l'élaboration du plan stratégique, etc.).

Dans le futur, l'objectif d>IDESI est d'avoir un représentant du personnel au Conseil d'Administration (CA). Actuellement, aucune personne d>IDESI ne fait partie de l'Assemblée des associés ni du CA (dont le gérant est membre invité).

### Comment les responsables sont-ils choisis ?

Les responsables sont choisis selon trois critères : démontrer ses compétences et être responsable, avoir acquis une expérience significative au sein de l'association et faire preuve d'esprit d'équipe.

### Carte d'identité

**Nom :** IDESI - Institut de développement du secteur informel  
**Localisation :** Ayacucho - Pérou  
**Année de création :** 1987  
**Statut juridique :** ONG - Association sans but lucratif  
**Public visé :** 32 associations de producteurs ; 532 familles productrices  
**Secteurs d'intervention :** agriculture (formations, assistance technique sur le terrain, renforcement institutionnel des organisations sociales, commercialisation), artisanat et microcrédit  
**Activités :** culture de tara, figue de Barbarie, avocat (reboisement); élevage de cochons d'Inde ; systèmes d'irrigation et de potabilisation de l'eau ; artisanat



## Les acteurs d'IDESI

IDESI-Ayacucho est composée de quinze personnes de divers profils professionnels (agronomes, économistes, comptables, techniciens agricoles) qui tiennent compte des différentes dimensions du travail des producteurs (technique, organisationnel, commercial, social, humaines, etc.). Les trois organes de décision principaux sont :

### 1. L'Assemblée des Associés

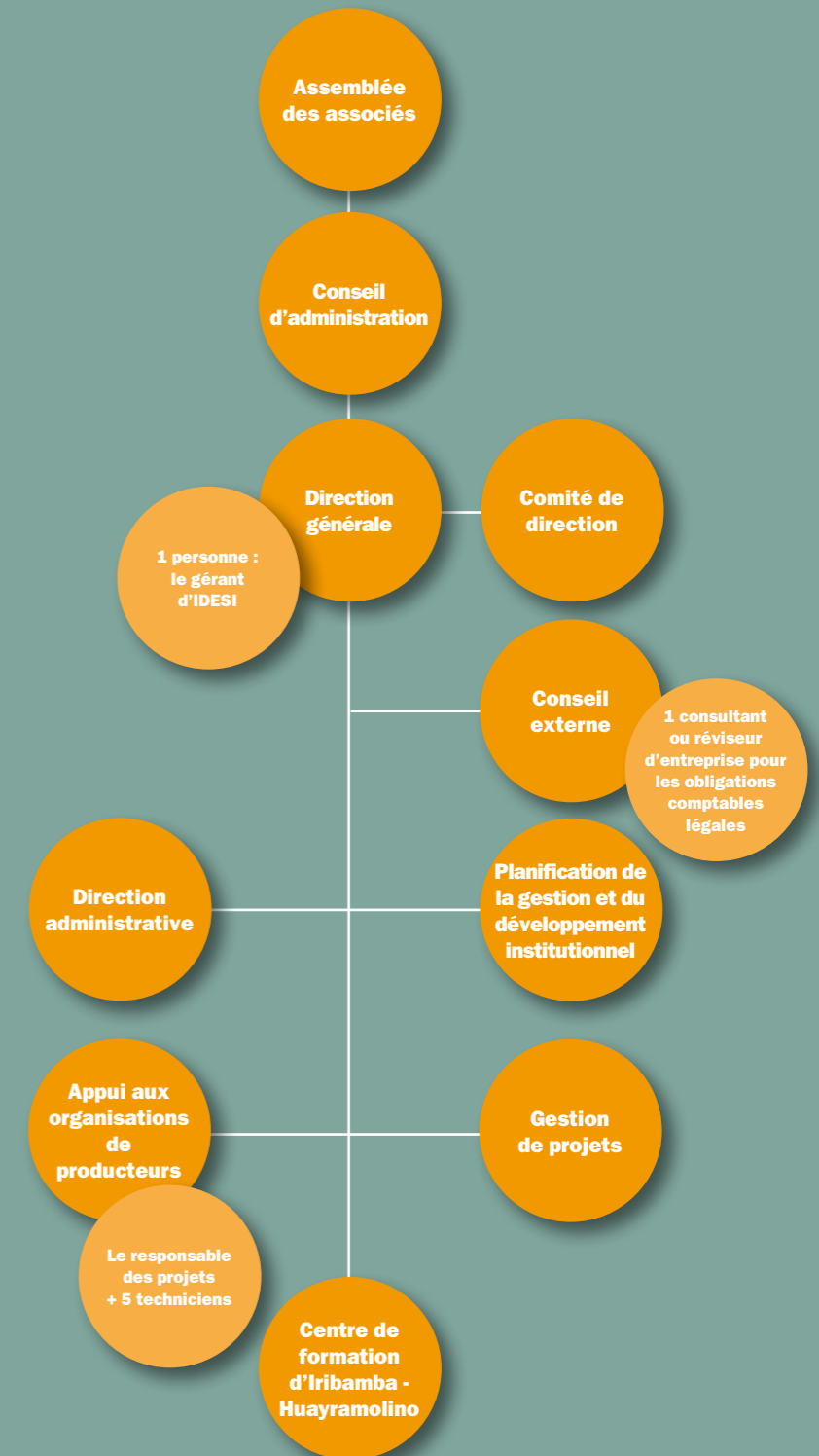
Membres : la municipalité provinciale, l'université nationale et IDESI nationale (association composée des quatorze IDESI existantes au Pérou).  
Réunion : une fois par an  
Fonction : approuver les comptes, le budget institutionnel et décider du plan stratégique.

### 2. Conseil d'Administration

Membres : des économistes, des ingénieurs, des professeurs d'université qui ne travaillent pas au sein d'IDESI.  
Réunion : une fois par mois  
Fonction : gestion du personnel, questions financières d'IDESI, décisions institutionnelles.

### 3. Direction générale et Comité de Gestion

Membres : l'équipe d'IDESI Ayacucho  
Les responsables sont : le gérant d'IDESI-Ayacucho, le responsable des projets et le responsable administratif.  
Réunion : une fois par semaine  
Fonction : résoudre les questions d'ordre opérationnel telles que les problématiques administratives, le développement institutionnel, le développement entrepreneurial, les projets et les questions concernant le centre de formation. Les décisions sont prises de manière collective avec la participation des techniciens selon le programme.



### Pouvez-vous donner un exemple d'une décision qui a été prise de manière participative au sein d'IDESI?

La commercialisation est la question la plus délicate du travail en raison de l'argent qui est en jeu. Pour la vente de tara, les techniciens ont identifié toutes les entreprises avec lesquelles les producteurs pourraient travailler. Après avoir présenté les différentes entreprises aux producteurs qui ont choisi celle qui leur offrait les meilleures conditions, les relations commerciales se sont concrétisées par un accord tripartite : entreprise (marché, demande) – association de

producteurs (offre) – IDESI Ayacucho (transparence).

### Quels mécanismes mettez-vous en place pour aider le personnel à participer ?

Avec le temps, l'association IDESI est devenue une institution renommée dans ses domaines d'activité et reconnue pour son efficacité et son efficacité. IDESI est devenu un exemple pour beaucoup d'autres associations qui travaillent dans les mêmes filières.

Tout le personnel est donc conscient de l'importance de son implication et il existe un réel intérêt pour le déve-

loppement de l'institution. Lors des réunions d'équipe et des moments de prise de décision, la participation horizontale est très importante.

En outre, IDESI se distingue particulièrement par ses capacités techniques, opérationnelles et de gestion ; elle possède un centre de formation dans la communauté d'Iribamba - Huayramolino où des centaines de producteurs et les techniciens de l'association reçoivent une formation technique adaptée. Cet investissement dans l'amélioration des compétences renforce la participation des membres du personnel au sein d'IDESI, mais aussi des producteurs au sein de leur association.

# Quel avenir pour la collecte des vêtements ?

## Des bulles à vêtements surveillées de l'intérieur

Depuis peu, plus de 200 bulles à vêtements Terre sont équipées d'un capteur qui mesure le niveau de remplissage. Une fois par jour, ce capteur – un senseur infrarouge situé dans le haut de la bulle – transmet le taux de remplissage à une base de données consultable via une interface web. Grâce à ce monitoring à distance, la vidange de la bulle est programmée quand c'est nécessaire. En adaptant la fréquence de collecte au niveau de remplissage des bulles, Terre asbl poursuit un triple objectif. Tout d'abord, prendre en compte les impératifs de propreté publique, en évitant qu'une bulle ne déborde suite à un apport exceptionnel. Ensuite, réduire son empreinte écologique, en diminuant le nombre de kilomètres parcourus par les camions pour effectuer la vidange. En 2010, l'adaptation des fréquences de passage a entraîné une diminution de 15 % des émissions de CO<sub>2</sub>, soit 68 tonnes. Enfin, maîtriser le coût de collecte, en rationalisant les tournées. Le système, qui permet également de calculer des itinéraires pour effectuer la vidange des bulles, représente une évolution considérable dans la stratégie de collecte des vêtements. José Constant, directeur financier de Terre asbl, explique cette évolution : « pendant des années, nous organisons les tournées de manière systématique : toutes les bulles étaient vidées exactement selon la même fréquence, sans tenir compte du niveau de remplissage. En encodant l'historique des vidanges

dans un logiciel spécifique, nous avons pu établir des statistiques et passer à une collecte prévisionnelle ». Avec les capteurs de remplissage, une nouvelle étape est franchie : « Nous sondons le besoin en temps réel et adaptons instantanément la fréquence de collecte ». Les capteurs sont fournis par la société irlandaise Smartbin avec laquelle Terre a conclu un accord de cinq ans. Après un test concluant dans quelques bulles, Terre a décidé d'équiper 210 bulles à vêtements (10 % de son parc actuel) de capteurs de remplissage. « Ce pourcentage est déjà suffisant pour servir de 'thermomètre' indiquant la météo de l'ensemble du réseau », se réjouit José Constant. Mais Terre pourrait à terme, envisager d'étendre l'équipement à un plus grand nombre de bulles.

## Terre et Oxfam Solidarité s'interrogent sur l'avenir

Cette évolution s'avère indispensable dans un secteur bien plus concurrentiel qu'on ne l'imagine. En ce moment, la demande de vêtements usagés non triés est en effet très forte à l'exportation ; des centres de tri se sont ouverts à Dubaï, Taïwan et en Tunisie où les coûts salariaux sont évidemment moins élevés qu'en Belgique. Poussés par cette conjoncture favorable – mais sans doute temporaire –, des collecteurs font leur apparition sans toujours s'encombrer des enregistrements et conventions requis par la législation. L'enjeu est considérable pour les acteurs d'économie sociale, comme Terre asbl, Oxfam

Solidarité et les autres associations labellisées Solid'R qui, depuis des années, offrent à la population un service gratuit de collecte de vêtements. « L'arrivée sur le territoire wallon de ces opérateurs opportunistes risque vraiment de mettre en péril les centaines d'emplois créés ici en Belgique pour assurer la collecte et le tri toute l'année quelle que soit la situation du marché », s'inquiètent William Wauters et Marcel Adler, responsables respectivement de Terre asbl et d'Oxfam Solidarité. Sans oublier le large réseau de magasins de seconde main mettent à disposition de la population belge des vêtements de qualité à petits prix, une démarche appréciable quand le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer. Dans cette « bataille de chiffonniers », les élus locaux ont un rôle majeur à jouer puisqu'une collecte de vêtements ne peut s'organiser sans autorisation préalable de la commune. La volonté politique de maintenir en Europe les activités de tri et les emplois qui y sont liés sera-t-elle assez forte ? Tel est bien l'enjeu.

## Quand les communes s'impliquent

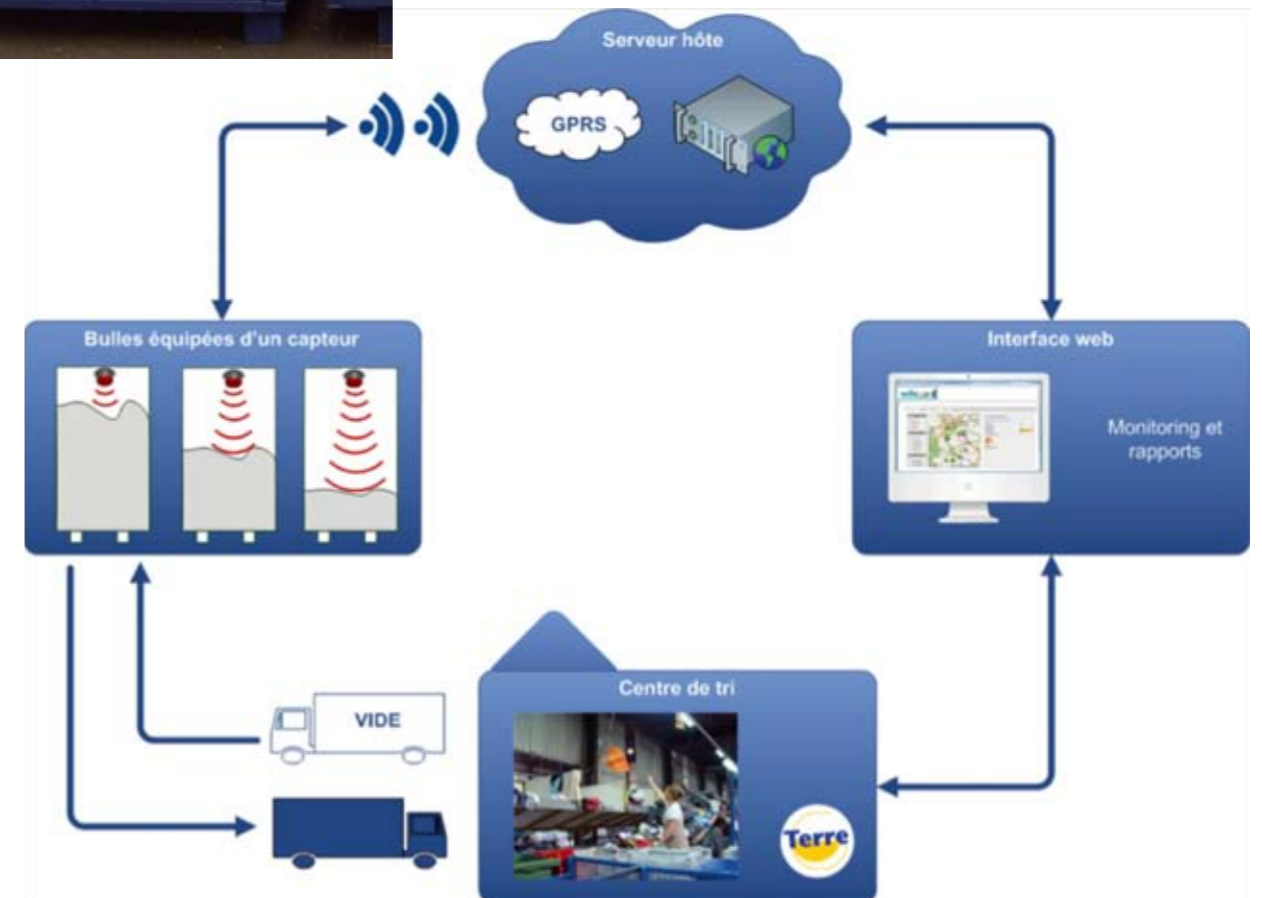
Dernièrement, les habitants de Chapelle-lez-Herlaimont ont reçu dans leur boîte aux lettres une invitation à déposer devant leur porte un sac de vêtements et de chaussures, qui serait collecté par une association de Rhode-Saint-Genèse le jeudi 27 juillet. Informée de cette collecte par un de ses travailleurs habitant la commune,



Terre asbl a interpellé l'échevin de l'environnement, M. Robert Deligne, pour vérifier la légalité de cette collecte. Deux conditions sont en effet nécessaires pour qu'un opérateur puisse organiser une collecte de vêtements en Région wallonne : il doit être enregistré en tant que collecteur de déchets non dangereux et avoir conclu une convention relative à la collecte des déchets textiles ménagers avec chaque commune où il souhaite opérer (arrêté du 29 avril 2009 de la Région wallonne). Dans le cas présent, la commune de Chapelle-lez-Herlaimont n'ayant signé aucune convention avec cet opérateur, le collège communal a interdit la collecte. Outre la question de la légalité, Terre et Oxfam Solidarité souhaitent attirer l'attention des responsables politi-

ques sur l'inadéquation des collectes en porte-à-porte à la réalité wallonne : « Ce type de collecte provoque inévitablement des problèmes de propreté publique », précise William Wauters. « Notre expérience dans ce domaine montre que l'évolution des mentalités condamne le porte-à-porte. En effet, les sacs déposés à rue sont éventrés dès la première heure ; le meilleur contenu est retiré et le restant est éparpillé sur le trottoir. » C'est une des raisons pour lesquelles Terre asbl et Oxfam Solidarité ont mis en place un réseau de bulles à vêtements.

**i** Plus d'infos et toutes les adresses des bulles à vêtements : [www.terre.be](http://www.terre.be)



# Les raisons de la crise sociopolitique au Burkina Faso

Depuis février 2011, le Burkina Faso a été secoué par une crise sociopolitique marquée par une montée de la violence civile (commerçants, élèves, étudiants) et militaire sans précédent dans les grands centres urbains du pays. Consécutives à la mort suspecte de Justin Zongo, lycéen de Koudougou, ces manifestations d'une violence extrême, ont porté atteinte à des vies humaines (plusieurs morts et de nombreux blessés) et ont détruit des biens publics et privés, compromettant le développement et la paix sociale déjà fragilisée. L'émergence promise par le régime Compaoré est mise à rude épreuve et le système de gouvernance est décrié.

## Les raisons de la violence

Plusieurs raisons sont évoquées pour justifier les causes de ces troubles. Le pouvoir accuse l'opposition politique de vouloir accéder à la haute marche par la violence, en instrumentalisant les élèves et étudiants à la révolte relayée par les casernes. On a même

accusé une main invisible externe de vouloir importer le printemps arabe au Burkina. Les uns et les autres s'accusent mutuellement et on assiste à un jeu de ping-pong sans véritable recherche de voies de sortie de crise.

Depuis 1998, le peuple aspire à un changement qualitatif. Il a commencé à le manifester réellement après le 13 décembre 1998, jour de la disparition du journaliste Norbert Zongo. Des dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues pour crier leur ras-le-bol et demander que justice soit faite pour cet éminent journaliste d'investigation et les autres victimes.

À l'époque, pour sortir de cette crise, un collège de sages avait été constitué pour trouver des solutions idoines. Leurs réflexions portaient pratiquement sur tous les domaines de la vie publique : politique, économique, social, culturel et moral. La fracture sociale s'aggrave de jour en jour, une minorité se partage les richesses du pays et la majorité, notamment les ruraux et les « bidonvillois », croupissent dans

la misère. Le dossier Norbert Zongo a été classé sans suite.

À vrai dire, la mort de Justin Zongo a été la goutte qui a fait déborder le vase. Elle a été un déclic, un signal fort d'un malaise profond du peuple burkinabè.

## Piste de sortie de crise

Pour un retour d'une paix durable au Burkina Faso, il est urgent de travailler à une véritable réconciliation entre l'État et les citoyens. Celle-ci suppose de créer les conditions favorables pour l'exercice de l'État de droit et de la justice. Le rapport du collège des sages adopté le 30 juillet 1999 a donné toutes les pistes possibles pour garantir cette paix au Burkina tout en étant convaincu que le peuple burkinabè saura puiser dans ses propres valeurs les ressources nécessaires pour tourner cette page douloureuse de son histoire.

Romuald Compaoré et Christian Legay  
(coopérants Autre Terre asbl  
en Afrique de l'Ouest)

## Brèves

### Salon Best Environnement 13 et 14 octobre

Présence du groupe Terre tous les jours de 10h à 18h.  
Halles des foires de Liège – Avenue Maurice-Denis, 4 – 4000 Liège

### La Chorale d'Enfants philippins de Loboc 14 et 15 octobre

Ces enfants entre huit et quinze ans vous donnent rendez-vous à Aubel et Visé pour un concert haut en couleurs. Maîtrisant avec autant de bonheur les œuvres classiques et le répertoire contemporain, la trentaine de choristes va nous emmener dans l'exotisme des chants traditionnels philippins.  
Infos et réservations : 04/240.68.48

### Salon Éducation Du 19 au 23 octobre

Présence d'Autre Terre tous les jours de 10h à 18h.  
Namur Expo - Avenue Sergent Vrihoff, 2 - 5000 Namur  
Infos : 04/240.68.44

### Opération 11.11.11 CNCD – novembre

Cette année encore, la vente des produits du CNCD battra son plein début novembre ! De nouveaux produits seront proposés par nos courageux bénévoles.  
Infos : 04/240.68.46

### Formation à l'utilisation du coffret Les cartes en mains - novembre décembre

Vous êtes enseignant, éducateur, animateur ?  
Devenez vous-même le relais des valeurs solidaires proposées par l'économie sociale!  
Comment ? En expérimentant l'outil pédagogique lors des journées de formation organisées par Autre Terre asbl.

Dates :

- Novembre : mardi 8 – lundi 14 – mardi 22
  - Décembre : jeudi 1<sup>er</sup> – mercredi 7
- Infos : 04/240.68.43

[www.bestenvironnement.be](http://www.bestenvironnement.be)

**13-14 OCT 2011**

jeudi et vendredi de 10h-18h



On commence à vieillir quand on finit d'apprendre.

*Proverbe japonais*



**terre**

est une publication destinée à promouvoir l'économie sociale et solidaire à travers des initiatives ainsi que des réflexions du Nord et du Sud.

Abonnement gratuit sur simple demande

**T : +32 (0)4 240 68 48 - E : [info@autreterre.org](mailto:info@autreterre.org)**

**[www.autreterre.org](http://www.autreterre.org) - [www.terre.be](http://www.terre.be) - [www.entreprendreautrement.be](http://www.entreprendreautrement.be)**

